

Nous rendons hommage à l'action entreprise par les gouvernements pour atténuer la concurrence néfaste résultant des aides officielles accordées pour le financement des exportations et nous proposons que de nouveaux et substantiels efforts soient poursuivis cette année en vue d'améliorer et d'élargir l'actuel consensus dans ce domaine.

Nous considérons qu'il convient d'éliminer les pratiques irrégulières et les comportements abusifs dans le secteur bancaire et commercial et nous nous félicitons des travaux en cours pour parvenir à un accord international sur ce point.

*

Energie

Nous nous félicitons des mesures qui ont été prises par un certain nombre de gouvernements pour augmenter les économies d'énergie. L'accroissement de la demande d'énergie et de pétrole importés se poursuit à un rythme qui exerce des pressions excessives sur les ressources du monde en hydrocarbures, lesquelles vont en s'amenuisant. Nous sommes, par conséquent, d'accord sur la nécessité de faire tout ce qui est possible pour aller encore plus loin dans cette voie.

Nous nous sommes engagés à accomplir des efforts, tant sur le plan national qu'en commun, pour limiter la demande d'énergie, accroître et diversifier les sources d'approvisionnement. Il sera nécessaire de développer les échanges de technologie, la recherche et le développement en commun en vue d'une utilisation plus efficace de l'énergie, d'une extraction et d'un emploi accru du charbon et des autres ressources énergétiques traditionnelles, et de la mise en œuvre de nouvelles sources d'énergie.

Afin de satisfaire les besoins croissants en énergie, et d'aider à diversifier les sources d'énergie, un recours accru à l'énergie nucléaire sera nécessaire. Ceci devrait être fait en prenant les plus grandes précautions en ce qui concerne la production et la dissémination des matières qui peuvent être utilisées pour les armes nucléaires. Notre objectif est de faire face aux besoins énergétiques mondiaux et de rendre largement disponible l'usage pacifique de l'énergie nucléaire, tout en évitant le danger de la diffusion des armes nucléaires.

Nous sommes également convenus qu'afin d'être efficaces les politiques de non prolifération devraient être, autant que possible, acceptables tant aux pays industrialisés qu'aux pays en développement. A cette fin, nous allons entreprendre une analyse préliminaire qui doit être achevée d'ici deux mois sur les meilleurs moyens d'avancer vers ces objectifs, comprenant l'étude des termes de référence d'une évaluation internationale du cycle du combustible.

Les pays en voie de développement importateurs de pétrole ont des problèmes particuliers à résoudre, à la fois pour s'assurer et pour payer les approvisionnements en énergie dont ils ont besoin pour soutenir leurs programmes de développement économique. Il leur faut une aide supplémentaire pour accroître leur propre production d'énergie ; aussi espérons-nous que, au fur et à mesure de l'augmentation de ses ressources, la Banque mondiale accordera une importance particulière aux projets servant cet objectif.